

# REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

-----

COMMUNE D'ARCHIGNY

-----

Numéro de dossier :

BM 10 - 11 - 12

« Les Huit Maisons »

N°46/2026

-----

## ARRETE DE VOIRIE PORTANT ALIGNEMENT

LE MAIRE,

LE MAIRE d'ARCHIGNY,

Vu – la demande en date du 19 mai 2026, par laquelle Maître Nicolas RUFFIN, Notaires, demeurant 21bis rue de Chaumont, BP 30455, 86011 POITIERS CEDEX, demande l'alignement du terrain sis « Les Huit Maisons » cadastré section BM parcelle n° 11 commune d'Archigny.

VU-la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

VU-la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

VU-le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU-le Code Général des propriétés des personnes publiques et notamment l'article L 3111.1 ;

VU – le Code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants ;

VU – le code de la voirie routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8 et L 141-3 ;

VU – le règlement de la voirie communale

VU – le plan d'alignement de la commune

VU- l'Etat des lieux

# ARRÊTÉ

## **ARTICLE 1 – ALIGNEMENT**

L'alignement au droit de la parcelle BM 11 au regard de la voie communale n°36 de la maison de Travers à la Raterie est défini par les points suivants (voir le plan ci-annexé) :

- A - B : 20 mètres axe de la voie communale n°36 de la maison de Travers à la Raterie
- C - D : 20,20 mètres axe de la voie communale n°36 de la maison de Travers à la Raterie

## **ARTICLE II – RESPONSABILITE**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## **ARTICLE III – FORMALITES D'URBANISME**

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin.

## **ARTICLE IV – VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRÊTE**

Le présent arrêté devra être utilisé dans le délai d'un an à compter du jour de sa délivrance, dans le cas où aucune modification des lieux n'interviendrait sur cette période. A défaut, une nouvelle demande devra être effectuée.

## **ARTICLE V – PUBLICATION ET AFFICHAGE**

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune d'ARCHIGNY

## **ARTICLE VI – RECOURS**

Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à ARCHIGNY le 12 juin 2026

Le Maire,

Romain MARTINEAU



Diffusion : - Le Bénéficiaire pour attribution

- La commune d'Archigny pour affichage et ou publication

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée par la loi 96/142 du 21/02/1996 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie ci-dessus désignée.

A.B - 20 m.

C.D 20,20 m

